




ÉMETTEURS

Les valeurs moyennes peinent à chiffrer leurs objectifs RSE

Middlenext dévoile le premier rapport sur les déclarations de performance extra-financière. Dans une prochaine édition, l'association définira les indicateurs incontournables à utiliser.

Par Bruno de Roulhac 

La déclaration de performance extra-financière (DPEF), un exercice d'actualité. Middlenext, en partenariat avec le cabinet Finexfi et l'association de promotion des valeurs moyennes leDo-Tank, a dévoilé son premier baromètre RSE des entreprises moyennes sur les rapports extra-financiers 2018, première année d'application de la DPEF. Cette nouveauté «*crée au moins pour la première année un surcroît de complexité : non seulement toute la structure de reporting change mais les entreprises doivent communiquer une cartographie de leurs risques extra-financiers*», précise Middlenext. L'association des valeurs moyennes voit ainsi se multiplier les cartographies, avec des logiques et des temporalités différentes : une générale sur les risques pour la pérennité de l'entreprise ; une sur les risques spécifiques à la société, à publier dans le document d'enregistrement universel (URD) ; une pour répondre aux risques de corruption (Loi Sapin II), voire une cartographie supplémentaire pour les sociétés soumises à la loi sur le devoir de vigilance. En dépit de toutes ces cartographies, l'irruption d'une pandémie mondiale n'était pas anticipée...

Sur les 180 entreprises du panel,

l'étude retient l'analyse de dix éléments cruciaux en matière de reporting RSE : la structuration des rapports, la gouvernance RSE, le modèle d'affaires, les parties prenantes, la matrice de matérialité, le choix du référentiel, les politiques et les indicateurs clés de performance, le périmètre RSE, les objectifs quantitatifs, les organismes tiers indépendants (OTI). Pour ce premier bilan, le baromètre salue les modèles d'affaires présentés sous forme de schéma et reliés aux problématiques RSE. Il se félicite d'une présentation des indicateurs en valeur relative - comme par exemple la quantité d'eau utilisée pour 1 tonne de production - permettant de mieux appréhender l'évolution de cette empreinte. En revanche, les objectifs quantitatifs restent rares pour les indicateurs clés, et l'intégration de la RSE dans la gouvernance est loin d'être explicite.

«CHOISIR UNE RSE UTILE ET PERTINENTE»

Les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU sont utilisés par un tiers des sociétés, tandis que 36% s'en tiennent au référentiel Grenelle II mais sans se limiter aux seuls critères pertinents pour la société. Par ailleurs, l'étude

constate des confusions entre les comités de pilotage, relevant de l'opérationnel, et les comités spécialisés du conseil. Quant au périmètre des reporting RSE, il reste encore insuffisant pour beaucoup de sociétés.

Les émetteurs sont proactifs. Les deux tiers des sociétés qui ne sont plus soumises à l'obligation de communiquer un rapport RSE (26% des sociétés du panel) ont continué à en publier un. Et plus d'une sur quatre a respecté les nouvelles exigences de la DPEF.

Dans une autre étude, réservée à ses adhérents, Middlenext indique des éléments très détaillés sur les indicateurs, les ODD et les matrices de rattachement. Pour les futures éditions de ce baromètre, Middlenext se donne pour objectif de définir les ODD et les indicateurs incontournables à utiliser. «*Alors que 90% des sociétés ont utilisé au moins un indicateur 'indigène', et au moment où les pouvoirs publics revoient la directive européenne, il va bien falloir politiquement choisir entre une RSE 'pour de vrai', utile et pertinente pour les entreprises, et l'illusoire tentation de la comparabilité de benchmarks inadaptés en voulant normer de manière réductrice des réalités forcément singulières*», conclut Caroline Weber, directrice générale de Middlenext et présidente de leDoTank. ●